

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

21 septembre 2022

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code des impôts
sur les revenus 1992 en vue d'exclure
la déduction à titre de frais professionnels
des dépenses réalisées
dans le cadre d'un accord amiable conclu
avec des autorités publiques au sujet
d'une obligation d'assainissement**

(déposée par M. Joris Vandenbroucke)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

21 september 2022

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Wetboek
van de inkomstenbelastingen 1992
wat betreft het verwerpen als beroepskosten
van uitgaven gemaakt in het kader
van een minnelijke overeenkomst
tot saneringsplicht
met publieke overheden**

(ingediend door de heer Joris Vandenbroucke)

RÉSUMÉ

Cette proposition de loi vise à interdire de déduire des bénéfices imposables issus de l'activité principale, à titre de frais professionnels, les frais d'assainissement exposés dans le cadre d'un accord amiable conclu avec des autorités publiques au sujet d'une obligation d'assainissement. Les auteurs souhaitent ainsi éviter que le pollueur répercute en partie ses obligations sur le contribuable belge.

SAMENVATTING

Dit wetsvoorstel strekt ertoe te verbieden om saneringskosten gemaakt in het kader van een minnelijke overeenkomst tot saneringsplicht met publieke overheden, als beroepskosten af te trekken van de belastbare winst uit hoofdactiviteit. Aldus wensen de indieners te vermijden dat de vervuiler zijn verplichtingen deels afwentelt op de Belgische belastingbetaler.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Écolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le pollueur paie. Il s'agit d'un principe de base qui s'applique aussi bien aux pollueurs individuels qu'aux acteurs industriels qui occasionnent une pollution à grande échelle. Eu égard à leurs compétences en matière de gestion des sols et des eaux souterraines, les régions peuvent engager la responsabilité de personnes physiques ou morales lorsqu'il s'avère que celles-ci sont entièrement ou en partie à l'origine d'une pollution des sols ou des eaux souterraines qui affecte un terrain qu'elles exploitent. Les autorités régionales peuvent alors soit épuiser les voies de recours, soit conclure avec l'exploitant un accord amiable aux termes duquel celui-ci s'engage à procéder à l'assainissement, ce qui permet d'éviter une procédure judiciaire.

Mais le principe du pollueur-payeur ne signifie pas pour autant que le pollueur peut répercuter cette obligation en partie sur le contribuable belge en déduisant les frais d'assainissement contraint du bénéfice imposable de ses activités principales. La présente proposition de loi prévoit dès lors explicitement que les frais exposés dans le cadre d'une convention d'assainissement de ce type ne sont pas des frais professionnels et qu'ils doivent donc être considérés comme une dépense non admise.

Motifs ayant présidé au dépôt de la proposition de loi

C'est la convention d'assainissement conclue en juillet 2022 entre le groupe américain 3M et la Région flamande, la Communauté flamande, l'*Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij* (Agence publique flamande de gestion des déchets - OVAM) et la *Vlaamse Milieumaatschappij* (Agence flamande pour l'environnement - VVM) qui a motivé le dépôt de la présente proposition de loi. Cet accord a vu le jour à la suite de la contamination du sol et des eaux souterraines aux PFAS par le groupe 3M.

Cette convention d'assainissement porte sur un montant total de 571 326 293,10 euros, dont 250 millions d'euros de frais d'assainissement directs et 100 millions d'euros dus à l'autorité flamande à titre de dommages et intérêts. On peut également citer dans ce cadre les frais découlant d'engagements antérieurs ou encore un paiement au profit de la BAM dans le cadre de la jonction de l'Oosterweel.

Après la signature de l'accord, d'aucuns se sont demandé si 3M pourrait déduire ces dépenses de ses

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De vervuiler betaalt. Dat is een basisprincipe dat geldt voor zowel een individuele sluikestorter als een grote industriële veroorzaker van vervuiling. De gewesten hebben op grond van hun bevoegdheden inzake bodem- en grondwaterbeheer dan ook de mogelijkheid om natuurlijke of rechtspersonen verantwoordelijk te houden wanneer blijkt dat die een (mede-)veroorzaker zijn van bodem- of grondwaterverontreiniging op een stuk grond waarvan zij exploitant zijn. De gewestelijke overheden kunnen dan rechtsmiddelen uitputten of met die exploitant een minnelijke overeenkomst tot saneringsplicht sluiten om juridische procedures te vermijden.

Maar de vervuiler betaalt betekent niet dat de vervuiler die verplichting deels kan afwentelen op de Belgische belastingbetaler door opgelegde saneringskosten van de belastbare winst uit haar hoofdactiviteiten af te trekken. Dit wetsvoorstel heeft dan ook de bedoeling om kosten gemaakt in het kader van een dergelijke saneringsovereenkomst expliciet niet als beroepskosten te erkennen, en dus als een verworpen uitgave aan te merken.

Aanleiding

De actuele aanleiding voor dit wetsvoorstel is de in juli 2022 gesloten saneringsovereenkomst tussen het Amerikaanse concern 3M en Het Vlaamse gewest, de Vlaamse Gemeenschap, de Openbare Vlaamse Afvalstoffenmaatschappij (OVAM), en de Vlaamse Milieumaatschappij (VVM). Deze overeenkomst werd afgesloten in het kader van de bodem- en grondwaterverontreiniging met PFAS die het concern 3M veroorzaakte.

Deze saneringsovereenkomst bedroeg in totaal 571 326 293,10 euro. Daarvan zijn 250 000 000 euro directe saneringskosten en 100 000 000 euro betalingen aan de Vlaamse Overheid als een vorm van schadevergoeding. Andere kosten zijn onder andere eerder gedane engagementen en een betaling aan BAM in het kader van het Oosterweeltracé.

Na ondertekening van deze overeenkomst kwam er discussie of 3M deze uitgaven zou kunnen aftrekken van

bénéfices imposables à l'impôt des sociétés¹. Des fiscalistes ont confirmé dans les médias que c'était bien le cas.

Raisons pour ne pas considérer ces frais comme des frais professionnels

Nous pensons que cette possibilité de déductibilité fiscale des dépenses réalisées dans le cadre de ce type de convention d'assainissement est en contradiction avec le principe du pollueur-payeur et que ces dépenses sont également similaires, sur le plan conceptuel, à d'autres dépenses non déductibles.

Premièrement, un accord d'assainissement à l'amiable permet, comme mentionné explicitement dans la convention avec 3M susmentionnée, d'éviter les procédures judiciaires. Cela peut être plus efficace pour toutes les parties, mais il faut alors traiter ce qui est similaire de la même manière. Si une procédure judiciaire avait été engagée entre les parties et que la partie défenderesse avait été jugée responsable de la contamination des sols ou des eaux souterraines, (une partie) du dédommagement imposé aurait eu un caractère punitif sous forme d'amendes.

L'article 53, 6°, du Code des impôts sur les revenus 1992 indique clairement que les amendes, y compris les amendes transactionnelles et les amendes administratives infligées par des pouvoirs publics, même si ces amendes n'ont pas le caractère d'une sanction pénale, ne constituent pas des frais professionnels. Lorsqu'une autorité publique conclut un accord amiable imposant une série de dédommagements qui auraient, sinon, revêtu un caractère punitif, les mêmes règles concernant la qualification en tant que frais professionnels doivent donc s'appliquer. En outre, on peut se demander si le dédommagement à son égard imposé par le gouvernement flamand à 3M ne correspond pas déjà, sur le plan conceptuel, à une sanction non pénale.

Deuxièmement, le fait d'autoriser la déduction fiscale des dépenses susmentionnées de la base imposable des activités professionnelles d'une personne physique ou morale signifie qu'une partie des frais d'assainissement et des dédommagements y afférents sera supportée économiquement par les contribuables. Cette partie correspond respectivement au taux de l'impôt des sociétés ou au taux marginal de l'impôt des personnes physiques. En effet, l'entreprise soumise à l'obligation d'assainissement paie alors moins d'impôts sur les revenus issus de son activité principale et conserve un bénéfice après impôt plus élevé. Ainsi, les dépenses

haar belastbare winst in de vennootschapsbelasting¹. Fiscale beroepsbeoefenaars bevestigden in de media dat dit wel degelijk het geval was.

Redenen om dergelijke kosten niet als beroepskosten aan te merken

Wij zijn van mening dat die mogelijkheid tot fiscaal aftrekken van uitgaven in het kader van de dergelijke saneringsovereenkomst botst met het principe dat de vervuiler betaalt en dat de uitgaven conceptueel ook overeenkomen met andere uitgaven die niet-aftrekbaar zijn.

Ten eerst dient een minnelijke overeenkomst tot sanering, zoals expliciet vermeld in de voornoemde 3M-overeenkomst, om juridische procedures te vermijden. Dat kan efficiënter zijn voor alle partijen, maar dan moeten gelijke zaken wel gelijk behandeld worden. Indien het wel tot een juridische procedure tussen de partijen gekomen was en de verwerende partij aansprakelijk was gesteld voor een bodem- of grondwaterverontreiniging dan hadden (een stuk van) de opgelegde vergoedingen een bestraffend karakter gehad in de vorm van geldboetes.

Artikel 53, 6°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 stelt duidelijk dat geldboeten met inbegrip van transactionele geldboeten en administratieve geldboeten opgelegd door overheden, zelfs wanneer deze geldboeten niet het karakter van een strafrechtelijke sanctie hebben, niet als beroepskosten aangemerkt worden. Wanneer een publieke overheid een minnelijke overeenkomst sluit, en daarin zelf een aantal vergoedingen oplegt die anders een bestraffend karakter zouden hebben gehad, moeten dezelfde regels met betrekking tot aanmerking van beroepskosten dus gelden. Men zou zich bovendien de vraag kunnen stellen of de schadevergoeding op zichzelf die de Vlaamse regering oplegt aan 3M niet al conceptueel overeenkomt met een niet-strafrechtelijke sanctie.

Ten tweede betekent het toelaten van het fiscaal aftrekken van voornoemde uitgaven van de belastbare basis van de beroepsactiviteiten van een natuurlijk of rechtspersoon, dat een stuk van de saneringskosten en bijhorende schadevergoedingen economisch gedragen zullen worden door de belastingbetalers. Dit stuk komt overeen met respectievelijk het tarief van de vennootschapsbelasting, of het marginale tarief van de personenbelasting. De saneringsplichtige betaalt dan immers minder belastingen op de inkomsten uit haar hoofdactiviteit en houdt een grotere winst na belasting over. Op deze manier wordt de verplichte uitgave in

¹ Voir par exemple: *De Standaard* (8 juillet 2022). "3M kan opruimingskosten deels verhalen op belastingbetaler".

¹ Zie bijvoorbeeld: *De Standaard* (8 juli 2022). "3M kan opruimingskosten deels verhalen op belastingbetaler".

obligatoires dans le cadre d'un accord d'assainissement à l'amiable deviennent une déduction fiscale sur les revenus issus des activités principales, alors qu'elles en sont en réalité indépendantes.

Compte tenu de ces considérations, nous sommes convaincu qu'il est plus juste et plus équitable de ne pas considérer les frais d'assainissement dans le cadre d'un accord amiable, comme dans le cas actuel de la convention conclue avec 3M mais aussi dans d'éventuels autres cas, comme des frais professionnels et de ne pas rendre ces frais déductibles fiscalement. De cette façon, le pollueur supportera seul les frais d'assainissement.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Cet article ajoute un point 31° à l'article 53 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié par la loi du 28 mars 2022. L'article 53 dresse la liste d'une série de dépenses qui ne sont pas considérées comme des frais professionnels et qui sont dès lors ajoutées à titre de dépenses non admises au bénéfice imposable.

Le point 31° prévoit que les dépenses réalisées dans le cadre d'une convention d'assainissement sont exclues s'il s'agit de dépenses effectuées sur la base d'un accord amiable conclu avec une autorité publique. Il s'agit donc d'accords qui règlent des litiges qui auraient sinon conduit à des procédures juridiques. Des conventions administratives *ad hoc* d'assainissement, telles que par exemple les conventions flamandes spécifiques à une entreprise ou à un secteur que l'OVAM conclut, ne relèvent dès lors pas de cette disposition.

Le point 31° à insérer, tel qu'il est formulé, prévoit également qu'il ne s'applique pas aux dépenses auxquelles la partie assujettie à l'obligation d'assainissement s'est engagée précédemment, pour autant que la convention l'atteste.

Enfin, l'article précise que tant les dépenses directes d'assainissement que les dépenses à caractère indemnitaire et les paiements effectués à l'autorité publique dans le cadre de la convention d'assainissement ne sont pas reconnues comme des frais professionnels.

Art. 3

Cet article prévoit que le point 31° à insérer, tel que décrit à l'article 2, sera d'application à partir de l'exercice

het kader van een minnelijke saneringschikking een belastingaftrek op inkomsten uit hoofdactiviteiten, die daar eigenlijk los van staan.

Deze overwegingen in acht nemend, zijn wij ervan overtuigd dat het billijker en rechtvaardiger is om minnelijke saneringskosten, zoals in het actuele voorval van de 3M-overeenkomst maar ook in eventuele andere gevallen, niet als beroepskosten aan te merken en deze kosten fiscaal niet aftrekbaar te maken. Op die manier draagt de vervuiler de saneringskosten volledig zelf.

TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

Art. 2

Dit artikel voegt een punt 31° toe aan artikel 53 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zoals gewijzigd door de wet van 28 maart 2022. Artikel 53 lijst een aantal uitgaven op die niet als beroepskosten worden aangemerkt, en dus als verworpen uitgaven toegevoegd worden aan de belastbare winst.

Punt 31° bepaalt dat uitgaven in het kader van een saneringsovereenkomst worden uitgesloten wanneer het uitgaven betreft in het kader van een minnelijke overeenkomst met een publieke overheid. Het gaat dus om overeenkomsten die geschillen oplossen die anders tot juridische procedures zouden leiden. Geijkte administratieve saneringsovereenkomsten, zoals bijvoorbeeld de Vlaamse Bedrijfsspecifieke en sectorspecifieke overeenkomsten die OVAM sluit, vallen dus niet onder deze bepaling.

De formulering van het in te voegen punt 31° bepaalt ook dat uitgaven waarvoor de saneringsplichtige partij zich eerder geëngageerd heeft, voor zover dat blijkt uit de overeenkomst, niet onder het punt 31° vallen.

Ten slotte specificeert het artikel dat zowel de directe saneringsuitgaven, als de uitgaven met het karakter van schadevergoeding, als betalingen aan de publieke overheid in het kader van de saneringsovereenkomst niet als beroepskosten erkend worden.

Art. 3

Dit artikel bepaalt dat het in te voegen punt 31°, als beschreven in artikel 2, van toepassing is vanaf het

d'imposition 2023. Cette disposition concernera dès lors les dépenses réalisées à partir de l'année de revenus 2022.

aanslagjaar 2023. Deze bepaling zal dus betrekking hebben op uitgaven gedaan vanaf het inkomstenjaar 2022.

Joris VANDENBROUCKE (Vooruit)

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2

Dans l'article 53 du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié en dernier lieu par la loi du 28 mars 2022, il est inséré un 31° rédigé comme suit:

“31. les dépenses réalisées dans le cadre d'un accord amiable conclu avec une autorité publique en vue de résoudre des litiges qui auraient pu donner lieu à des procédures judiciaires concernant une obligation d'assainissement pour la partie d'une pollution du sol ou des eaux souterraines causée depuis l'établissement du contribuable, conformément au décret de la Région wallonne du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, au décret de la Région flamande du 27 octobre 2006 relatif au sol ou à l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 mars 2009 relative à la gestion et à l'assainissement des sols pollués, pour autant qu'il ne s'agisse pas de la confirmation de dépenses antérieures pour lesquelles un engagement a été pris, tel qu'il ressort de l'accord précité.

Ces dépenses concernent tant les dépenses d'assainissement directes que les montants versés à une autorité publique et les dommages et intérêts payés dans le cadre de l'accord précité.”

Art. 3

La présente loi s'applique à partir de l'exercice d'imposition 2023.

9 septembre 2022

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 53 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 28 maart 2022, wordt een punt 31° ingevoegd, luidende:

“31. uitgaven gedaan in het kader van een minnelijke overeenkomst, om geschillen op te lossen die anders tot juridische procedures zouden kunnen leiden, met een publieke overheid tot saneringsplicht voor het deel van een bodem- of grondwaterverontreiniging die vanop de vestiging van de belastingplichtige tot stand gekomen is, overeenkomstig het bodemdecreet van 27 oktober 2006 van het Vlaams Gewest, het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering van het Waals Gewest of de ordonnantie van 5 maart 2009 betreffende het beheer en de sanering van verontreinigde bodems van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover dit geen herbevestiging van eerdere uitgaven waarvoor men zich geëngageerd heeft betreft zoals blijkt uit de voornoemde overeenkomst.

Deze uitgaven betreffen zowel directe saneringsuitgaven, uitgaven aan een publieke overheid en schadevergoedingen in het kader van voornoemde overeenkomst.”

Art. 3

Deze wet is van toepassing vanaf aanslagjaar 2023.

9 september 2022

Joris VANDENBROUCKE (Vooruit)